



IsraËl et la Palestine : quelle est la situation en Cisjordanie depuis octobre 2023 ?

Description

Alors que le gÛnocide se poursuit Å Gaza, les conditions de vie sont Ågalemment dÅsespÅrÅes pour la plus grande communautÅ© palestinienne de la rÅ©gion.

Par Daniel Tester, le 7 octobre 2025



Vue du mur séparant Jérusalem de la Cisjordanie. Photo : Abir Sultan/EPA

Depuis le 7 octobre 2023, le monde entier a les yeux rivés sur Gaza, où l'offensive israélienne a tué plus de 67 000 Palestiniens en deux ans.

Israël a déclaré la guerre à l'enclave assiégée quelques heures après les attaques menées par le Hamas dans le sud du pays, qui ont fait environ 1 200 morts, pour la plupart israéliens.

La Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967, a quant à elle fait l'objet de beaucoup moins d'attention.

Pour autant, dans les mois précédant le 7 octobre, l'enclave a été le théâtre de nombreux événements, qui se poursuivent depuis.

De fait, les attaques menées contre les Palestiniens par les colons israéliens, qui occupent la Cisjordanie en violation du droit international, ont vu leur fréquence fortement augmenter au cours des deux dernières années.

En outre, les forces israéliennes ont lancé près de 7 500 raids dans des villes et villages palestiniens de Cisjordanie depuis le début de l'année 2025, selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Middle East Eye vous propose ici un aperçu de la situation en Cisjordanie.

Où se trouve la Cisjordanie ?

La Cisjordanie est une zone enclavée de 5 665 km² située sur la rive ouest du fleuve Jourdain, à l'est d'Israël.

Elle est 15 fois plus grande que Gaza et compte environ trois millions de Palestiniens, dont plus de 900 000 réfugiés. On estime également à 700 000 le nombre de colons israéliens vivant dans des colonies illégales.

Les 19 camps de réfugiés de Cisjordanie abritent près d'un million de personnes, majoritairement les descendants de ceux qui ont été déplacés lors de la Nakba palestinienne de 1948 et des guerres qui l'ont suivie.

À quoi ressemblait la Cisjordanie avant le 7 octobre ?

À la suite de la guerre israélo-arabe de 1967, Israël a pris le contrôle de territoires palestiniens, dont la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est, ainsi que la péninsule du Sinaï (Égypte) et le plateau du Golan (Syrie).

Depuis les accords d'Oslo de 1993, la Cisjordanie est divisée en trois zones : les zones A, B et C.

- **Zone A (21 % du territoire)** : contrôle administratif et sécuritaire total de l'Autorité palestinienne (AP), incluant notamment Ramallah, Naplouse et Jérusalem. Avec la zone B, elle abrite les 3,1 millions de Palestiniens de Cisjordanie.

- **Zone B (18 % du territoire)** : contrôle administratif partiel par l'AP, tandis que la sécurité est assurée par Israël dans les villages et zones rurales palestiniennes.
- **Zone C (61 % du territoire)** : contrôle administratif et sécuritaire total par Israël, incluant les frontières, la sécurité extérieure, Jérusalem et les colonies israéliennes.

Le territoire de Cisjordanie est jalonné de centaines d'enclaves administratives, véritable labyrinthe de checkpoints militaires israéliens et d'embouteillages rythmant la vie quotidienne des Palestiniens. Ce système isole les habitants de Cisjordanie les uns des autres. (La carte des restrictions d'accès de l'OCHA peut également être consultée ici.)

Les conditions de vie sont dégradées dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, en raison de la surpopulation ainsi que des restrictions israéliennes imposées sur les terres et l'aide humanitaire.

Dans le camp de réfugiés de Balata, le plus peuplé de Cisjordanie, plus de 33 000 personnes vivent sur une superficie d'environ un quart de kilomètre carré à une densité de population près de 50 fois supérieure à celle de Londres.

La Cisjordanie est administrée par l'Autorité Palestinienne (AP), créée par les accords d'Oslo de 1993. Le principal parti au sein de cette autorité est le Fatah, dirigé par Mahmoud Abbas, président de la Palestine depuis 2005, qui n'a pas organisé d'élections depuis cette date, invoquant des différends avec Israël concernant le vote à Jérusalem-Est.

Malgré la délimitation des zones, Israël contrôle de fait la totalité du territoire cisjordanien, son armée opérant en grande partie sans aucun contrôle, menant depuis longtemps des raids qui marquent le quotidien des Palestiniens.

En parallèle, le gouvernement israélien a autorisé environ 700 000 Israéliens à vivre dans 150 colonies. On compte également environ 200 avant-postes de colons non autorisés (la carte des colonies de Peace Now peut aussi être consultée ici).

Pour autant, un arrêt de la Cour internationale de Justice en 2024 a statué que les deux types de colonies israéliennes sont illégaux au regard du droit international.

De plus, les attaques perpétrées par les colons israéliens sont fréquentes et restent généralement impunies par les forces de sécurité israéliennes.

L'année précédant l'attaque menée par le Hamas en octobre 2023 a été marquée de vives tensions en Cisjordanie.

Au cours de cette période, 259 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne et les colons soit plus de cinq fois plus que le nombre de Palestiniens tués à Gaza sur la même période. Quatre Israéliens ont également été tués.

Lors d'un incident en février 2023, des colons ont blessé 400 Palestiniens et détruit 35 maisons.

De nombreux observateurs craignaient une explosion de violence catastrophique dans le territoire, y compris William Burns, alors directeur de la CIA.

S'exprimant sur la Cisjordanie le 2 février 2023, Burns déclarait : « J'étais haut diplomate américain il y a 20 ans, pendant la Seconde Intifada. Aujourd'hui, à l'instar de nombre de mes collègues dans le monde du renseignement, je trouve la situation inquiétante. En effet, la situation actuelle évoque malheureusement bien des regards certaines réalités de cette époque. »

Comment la Cisjordanie a-t-elle réagi aux événements à Gaza ?

La guerre menée par Israël à Gaza a provoqué colère et manifestations parmi les Palestiniens en Cisjordanie.

L'Autorité Palestinienne a réprimé violemment les manifestations et interdit la chaîne Al Jazeera, soutenue par le Qatar, qu'elle accuse de publier des « contenus incitant à la violence ».

Les Palestiniens ont également organisé des grèves générales en janvier 2024 et en avril 2025, fermant boutiques, écoles et entreprises.

Bien que le soutien au Hamas et aux attaques du 7 octobre ait diminué en Cisjordanie ces derniers mois, il reste néanmoins supérieur à celui dont bénéficie le Fatah, selon des sondages palestiniens.

Les mêmes enquêtes font état d'une opinion populaire massivement en faveur de la démission de Mahmoud Abbas.

Quelles sont les actions menées récemment par Israël en Cisjordanie ?

Depuis le 7 octobre 2023, Israël a renforcé une présence militaire d'élite massive dans la région.

Les raids militaires contre les communautés palestiniennes se sont multipliés, souvent avec la complicité de l'Autorité Palestinienne (AP), qui joue fréquemment le rôle de force d'ordre. La plupart de ces opérations visent les camps de réfugiés, que Tel Aviv considère comme des bastions militants et une menace pour la sécurité.

L'armée israélienne affirme ne cibler que des militants. Pourtant, depuis le 7 octobre, des organisations de défense des droits humains dénoncent des arrestations arbitraires, des assassinats de civils non armés, ainsi que la torture de personnels soignants palestiniens.

Human Rights Watch rapportait en mai 2024 : « Selon les Nations unies, le nombre de personnes tuées par les forces de sécurité israéliennes a doublé par rapport à ce qu'il importe quelle autre année depuis le début de la collecte systématique de données en 2005. Ces victimes sont encore plus nombreuses au premier trimestre 2024. »

Après une offensive israélienne majeure en août 2024, l'AP a relancé en décembre 2024 sa campagne contre les combattants palestiniens anti-occupation dans le camp de réfugiés de Jéricho.

Les forces de sécurité palestiniennes ont affronté les combattants dans des combats de rue, perquisitionnant des habitations et tirant sur des civils.

Selon l'AP, cette opération visait à « traquer des hors-la-loi » pour mettre fin au « chaos sécuritaire ».

En janvier 2025, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne se sont retirées de Jéricho. L'armée israélienne a alors lancé « l'Opération Mur de Fer » pour prendre le contrôle des camps de réfugiés de Jéricho, Tulkarm, Nur Shams et Farah en Cisjordanie.

Le 19 janvier, un cessez-le-feu a été conclu à Gaza. Il a officiellement duré 42 jours avant que l'armée israélienne ne reprenne les bombardements sur l'enclave.

Parallèlement, en Cisjordanie, l'armée israélienne a lancé une offensive majeure de bombardements sur les camps, suivie d'une attaque terrestre. Il s'agit de l'offensive militaire la plus importante en Cisjordanie depuis la Seconde Intifada (2000-2005)

Selon les Nations-Unies, cette campagne a contraint plus de 40 000 Palestiniens à fuir leurs foyers.

Neuf mois plus tard, plus de 32 000 Palestiniens restent déplacés dans l'après l'UNRWA à le plus grand déplacement de population palestinienne en Cisjordanie depuis la guerre israélo-arabe de 1967.

Tout au long de l'année 2025, l'armée israélienne a poursuivi les expulsions de Palestiniens. En juin 2025 par exemple, des résidences palestiniennes à Hébron, Jéricho, Ramallah et Qalqilya ont été transformées en casernes pour abriter les troupes israéliennes menacées par des tirs de missiles iraniens.

Nombre de Palestiniens tués en Cisjordanie

Selon le dernier rapport de l'OCHA, 996 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie lors d'attaques menées par l'armée israélienne et par des colons entre le 7 octobre 2023 et le 22 septembre 2025. Parmi eux, 212 étaient des enfants.

Au cours de la seule année 2025, 190 Palestiniens, dont 39 enfants, ont été tués par des Israéliens en Cisjordanie.

Parmi ces victimes, au moins 19 ont été tués par des colons israéliens, tandis que 965 ont été tués par l'armée israélienne, selon l'OCHA.

Quel impact aura le plan E1 sur la Cisjordanie ?

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu exprime régulièrement son soutien à l'expansion des colonies en Cisjordanie. Le 11 septembre, il a déclaré : « Il n'y aura pas d'état palestinien, cet endroit nous appartient ».

La volonté politique en Israël de concrétiser ce projet s'est renforcée depuis octobre 2023. Soutenue par de larges pans de la société israélienne depuis des décennies, l'annexion a encore gagné en popularité au cours de ces deux dernières années.

La Knesset a du reste adopté en juillet dernier une motion non contraignante en faveur de l'annexion de la Cisjordanie, portée par un soutien bipartisan.

Le mois suivant, Israël a approuvé le plan de colonisation E1, un projet vieux de plusieurs décennies visant à construire plus de 3 400 logements pour colons israéliens, reliant Jérusalem-Est occupée aux colonies existantes de Maale Adumim.

Ce plan viole le droit international qui délimite la souveraineté israélienne et entraînerait une nouvelle vague d'appropriations de terres, de démolitions et d'implantations dans les communautés rurales palestiniennes.

Le 13 août, le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich – membre de l'extrême-droite, allié de Netanyahu et lui-même colon – a déclaré :
« L'approbation des plans de construction dans la zone E1 entérine l'idée d'un État palestinien et entraîne les nombreuses mesures que nous prenons sur le terrain, dans le cadre du plan de souveraineté de facto. »

Il est allé encore plus loin le 30 août, en proposant l'annexion de 82 % de la Cisjordanie par Israël.

Seules les grandes villes palestiniennes comme Jéricho, Naplouse et Ramallah resteraient en dehors du contrôle total d'Israël.

Smotrich a affirmé que l'Autorité Palestinienne serait démantelée dans le cadre de ce plan, « non pas avec des slogans, mais par des actions ».

En août 2025, Netanyahu a déclaré qu'il s'identifierait « très fortement » à la vision du « Grand Israël », qui inclut la Palestine ainsi que des parties de la Jordanie, de la Syrie, du Liban et de l'Égypte.

Comment les autres pays considèrent-ils la Cisjordanie ?

Les États arabes voisins ont condamné les propos de Netanyahu concernant un possible « Grand Israël ».

Dans une déclaration conjointe le 15 août, une coalition de 31 États membres de la Ligue arabe et de pays à majorité musulmane a déclaré :

« Ces déclarations se basent sur un mépris profond des règles du droit international, ouvertement bafouées, et des principes indispensables à des relations internationales stables. »

La coalition a également affirmé que ces déclarations constituaient une menace directe à la sécurité et à la souveraineté des États arabes, ainsi qu'à la paix et à la sécurité régionales et internationales.

Toutefois, les réponses diplomatiques aux incursions israéliennes de la part de voisins comme la Jordanie et l'Égypte sont depuis longtemps modérées.

Quelle a été la réaction des États-Unis ?

Après avoir déplacé l'ambassade américaine à Jérusalem en 2018 lors de son premier mandat, Donald Trump a entamé son second mandat en levant les sanctions imposées par l'administration Biden à l'encontre des colons israéliens.

Il a également constitué son administration avec des partisans de l'annexion de la Cisjordanie, notamment l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Mike Huckabee.

« Je pense qu'Israël possède un droit de propriété sur la Judée et la Samarie », a déclaré Huckabee à CNN en 2017.

« Il y a certains mots que je refuse d'utiliser. Il n'existe pas de Cisjordanie. Il y a la Judée et la Samarie. Il n'y a pas de colonies. Ce sont des communautés, des quartiers, des villes. Il n'y a pas d'occupation. »

Lorsque des colons ont tué Saif al-Din Musalat, un citoyen américano-palestinien de 20 ans, en juillet, Mike Huckabee a condamné le meurtre, mais n'a entrepris aucune démarche sérieuse pour obtenir justice ou établir les sanctions contre les colons.

Cependant, Donald Trump a rassuré les dirigeants musulmans présents lors d'une réunion à huis clos à l'ONU le 24 septembre, en déclarant qu'il n'autoriserait pas l'annexion de la Cisjordanie par Israël.

« Je n'autoriserai pas Israël à annexer la Cisjordanie. Non. Je ne le permettrai pas. Ça n'arrivera pas », a-t-il également affirmé aux médias à l'ONU le 26 septembre.

Qu'en est-il des organisations internationales ?

La ratification par Israël du plan de colonisation E1 en août a été critiquée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Un porte-parole a déclaré :

« Les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem-Est, constituent une violation du droit international et vont directement à l'encontre des résolutions des Nations unies. L'avancement de ce projet représente une menace existentielle pour la solution à deux États. »

Le 29 septembre, les forces de maintien de la paix de l'ONU ont averti le Conseil de sécurité qu'elles restaient préoccupées par cette proposition, estimant qu'elle pourrait compromettre l'engagement du Conseil à protéger les civils palestiniens.

Parallèlement, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a identifié 158 entreprises originaires de 11 pays différents, complices d'activités liées aux colonies illégales.

La plupart des entreprises figurant sur la liste sont basées en Israël, mais d'autres, telles que les agences de voyage **Expedia** et **Airbnb**, le conglomérat chinois **Fosun International**, l'entreprise technologique **Motorola Solutions**, la société immobilière **Metronario Investments** et le fournisseur d'équipements lourds **JC Bamford**, sont situées en Europe, en Chine et en Amérique du Nord.

Des ONG internationales de défense des droits humains, comme **Amnesty International** et **Human Rights Watch**, ont vigilement critiqué l'occupation israélienne de la Cisjordanie et les projets d'annexion.

Amnesty a affirmé dans un communiqué le 21 août :

« L'approbation par l'administration civile israélienne du plan de colonisation E1 constitue une violation flagrante du droit international humanitaire et une étape dangereuse vers une annexion formelle. »

Traduction : CB pour l'Agence Média Palestine

Source : [Middle East Eye](#)

date créée

2025/10/17